



# Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-FAPT

Trimestriel n° 54 - Avril 2012 - 4€

## Sommaire

Test de connaissances  
sur notre histoire page 2

Présentation de notre livre  
à Montreuil et ailleurs...  
pages 3-4

Opinions sur le livre  
pages 5-6

Le CNET et la politique  
industrielle des PTT  
pages 7-10

Des archives  
de Seine-Maritime...  
pages 11-13

AG 2012 de l'IHS page 14

Avril 1962, il y a 50 ans  
page 15

Notes de lectures page 16

## Institut d'Histoire Sociale CGT-FAPT

Siège social : 263, rue de Paris  
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00

Fax 01 48 59 25 22

14<sup>e</sup> année de parution - Trimestriel - 4 €

## Le relais

Directeur de la publication : Bernard Bauche  
Rédaction administration : 263, rue de Paris,  
case 545 - 93515 Montreuil Cedex



2<sup>e</sup> trimestre 2012  
Dépôt légal à parution  
CPPAD N° 0902 681018  
Chevillon Imprimeur, 89100 Sens



## Le billet

## La CGT et la politique

La période est propice pour en parler, ce qui nécessite un bref retour sur la matrice de notre syndicalisme, la charte d'Amiens de 1906.

Celle-ci reconnaît la lutte des classes, appelle à une double "besogne" : au quotidien pour des améliorations immédiates et à "l'émancipation intégrale" par "l'expropriation capitaliste". Elle préconise comme moyen d'action la grève Générale et considère que le syndicalisme se suffit à lui-même pour mener ce combat.

Cette position conduira certains à dire que la CGT est "apolitique" ou "neutre" alors qu'elle a eu tout au long de son histoire, unie ou désunie, à prendre position sur des choix politiques. En effet il est bien difficile, si l'on se réfère à la lutte des classes pour mener le combat, de rester neutre vis-à-vis des partis politiques qui, par leurs élus, déterminent les choix économiques et votent les lois.

Indépendante certes, pour décider de son orientation, de ses revendications et de ses actions, mais pas neutre vis-à-vis des patrons et de ceux qui nous gouvernent. Suivant les choix économiques, les événements sociaux ou politiques, nationaux ou internationaux, la CGT a marché au rythme de son époque et s'est toujours positionnée<sup>(1)</sup>.

C'est encore le cas aujourd'hui lorsqu'elle combat la politique économique de Sarkozy, le mépris pour les organisations syndicales ainsi que les idées nau-séabondes de l'extrême-droite et de ceux qui lui emboîtent le pas. Lors du grand meeting CGT du 31 janvier 2012 légitimant nos luttes de 2010 et celles à venir, les candidats de la gauche, à des degrés certes divers, se sont montrés à l'écoute sur la question de la retraite, enjeu de société s'il en est un. Oui, ce meeting donne à voir plus loin, en faisant le lien nécessaire entre les luttes et le vote.

Avec cette démarche, la CGT contribue à éclairer le salarié citoyen pour faire le choix du président et des députés qui conduiront une politique concordante avec ses propres objectifs

Mais, n'en doutons pas, en dernier ressort, c'est la lutte qui nous fera reprendre le chemin de la négociation pour de nouveaux accords Matignon<sup>(2)</sup>.

**Serge LOTTIER.**

1. L'historien donnera son analyse sur tel ou tel positionnement.

2. Ndrl : Allusion aux « accords Matignon » du 7 juin 1936, consécutifs aux grèves qui ont éclaté lors du succès de la gauche aux élections législatives des 26 avril et 3 mai, et la mise en place du gouvernement de Léon Blum auquel les communistes, bien que dans la majorité, ne participèrent pas.

# Test de connaissances sur l'Histoire de la Fédération CGT des PTT

1. Le premier projet de séparation Poste/Télécoms et de privatisation du téléphone a été présenté par :

- A - Hubert Germain en 1973
- B - Valéry Giscard d'Estaing en 1967
- C - Robert Galley en 1971
- D - Gérard Longuet en 1996

2. La grève de 1953 a duré 3 semaines. Elle a été déclenchée par :

- A - les syndicats des PTT CGT, FO, CFTC et Autonomes de Gironde
- B - des appels parallèles des Fédérations CGT, FO et CFTC
- C - les facteurs FO de Bordeaux
- D - la Fédération CGT des PTT

3. Le droit de vote des femmes, souhaité par le général de Gaulle, a été adopté à Alger, en 1944, par une commission chargée de la législation et de la réforme de l'État, à la suite d'un amendement déposé par :

- A - Félix Gouin, président du comité de libération nationale d'Alger
- B - Fernand Grenier, représentant le parti communiste français
- C - François Giacobbi, président de la commission chargée de la législation et de la réforme de l'État
- D - André Philip, commissaire aux relations avec l'assemblée consultative

4. Le 31 mai 1968, Yves Guéna quitte le ministère des PTT. Il est remplacé par :

- A - Aymar Achille-Fould
- B - André Bettencourt
- C - Pierre Lelong
- D - Jean Royer

5. La première femme militante CGT des PTT à avoir été élue au bureau confédéral de la CGT est :

- A - Adèle Lecoq
- B - Maryse Dumas
- C - Madeleine Colin
- D - Marie Couette

6. Pendant la grève de 1974, la délégation CGT des PTT à la table des négociations était dirigée par :

- A - Louis Viannet
- B - Martial Redon
- C - Georges Frischmann
- D - Jean Abbadie

7. Depuis la Libération, la Fédération CGT des PTT a toujours été en tête des élections professionnelles, sauf :

- A - en 1946
- B - en 1954
- C - en 1948
- D - en 1959

8. L'imprimerie du timbre-poste a été transférée à :

- A - Morlaix en 1975
- B - Bordeaux en 1977
- C - Douai en 1976
- D - Périgueux en 1970

9. La loi instituant le droit à la retraite à 60 ans, à taux plein, pour les femmes salariées ayant cotisé 37 ans et 1/2, a été votée en :

- A - 1977
- B - 1981
- C - 1946
- D - 1969

10. Le sigle DPO signifie :

- A - Direction de la Prospective Opérationnelle
- B - Décision Pour Ordre
- C - Direction Par Objectifs
- D - Direction de la Production et de l'Organisation

11. Lancé en 1950, l'Appel de Stockholm pour l'interdiction de l'arme atomique a recueilli en France :

- A - 1 million 500 000 signatures
- B - 14 millions de signatures
- C - 5 millions de signatures
- D - 8 millions de signatures

12. Après la guerre de 1939-1945, le premier congrès fédéral qui dénonce l'emprise des trusts sur les PTT se déroule en :

- A - 1954
- B - 1975
- C - 1970
- D - 1960

13. Irving Brown était :

- A - un syndicaliste américain
- B - un chanteur de jazz
- C - un agent secret britannique
- D - un historien américain

14. La CFDT est née d'une scission de la CFTC en :

- A - 1969
- B - 1957
- C - 1962
- D - 1964

15. Le secrétariat général de la Fédération Syndicale Mondiale a sans interruption été assuré par un syndicaliste français de la CGT pendant :

- A - 18 ans
- B - 33 ans
- C - 27 ans
- D - 12 ans

16. A la suite de la grève de 1968, les revendications des personnels des PTT ont fait l'objet d'une commission spécifique :

- A - la commission Grégoire
- B - la commission Masselin
- C - la commission Lecarpentier
- D - la commission Lasry

17. Un postier, ancien secrétaire général de la CGT, a été ministre du Travail dans un gouvernement de Pétain et Laval. Il s'agit de :

- A - Aimé Cougneuc
- B - René Belin
- C - Jean Mathé
- D - Jules Julien

18. La distribution d'imprimés sans adresse a été tentée en 1954 et abandonnée en 1956. Une nouvelle expérience a été lancée :

- A - en 1961 en Loire-Atlantique
- B - en 1973 dans le Puy de Dôme
- C - en 1970 en Moselle
- D - en 1959 dans le Morbihan

19. Dans le cadre de la médecine du travail, une médecine de prévention a été mise en place aux PTT en :

- A - 1977
- B - 1967
- C - 1981
- D - 1949

20. En 1975, Valéry Giscard d'Estaing crée le premier secrétariat d'État à la condition féminine. A sa tête, il nomme :

- A - Simone Veil
- B - Françoise Giroud
- C - Christiane Collanges
- D - Gisèle Halimi

# Le 12 janvier 2012, l'Histoire de la fédération CGT-PTT présentée au siège de la CGT à Montreuil



## « Pour assurer l'avenir en prenant appui sur le passé »

Les quelque 100 invités présents ont été accueillis par la secrétaire générale de la Fapt-CGT, Colette Duynslaeger.

« Chers amis, chers camarades,

C'est avec une grande joie et une grande satisfaction que notre fédération CGT-Fapt et son institut d'histoire sociale vous accueillent aujourd'hui, pour fêter ensemble la présentation du 2<sup>e</sup> tome de l'Histoire de notre fédération.

Comme la période s'y prête, je voudrais d'abord vous présenter, en mon nom et celui de l'ensemble du collectif fédéral, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Des vœux de bonheur et de santé pour vous et vos proches, et, quant aux autres vœux que nous appelons de tout cœur, je reprendrais la formule que j'ai employée ce matin devant la direction fédérale « Pour le reste, c'est ensemble que nous allons œuvrer à les satisfaire ».

Je voudrais avant tout vous remercier pour votre présence nombreuse et en profiter pour saluer tout particulièrement les anciens secrétaires généraux de notre fédération : Albert Le Guern, Maryse Dumas et Alain Gautheron, et excuser Louis Viannet qui n'a pu se joindre à nous ; également remercier Micheline Lecomte, fille de Georges Frischmann, ancien secrétaire général et auteur du 1<sup>er</sup> tome de notre histoire, l'institut d'histoire confédéral et sa présidente Elyane Bressol, Jacqueline Clech de la FNARH, Madeleine Quéré et René Mouriaux. Je n'oublierais pas les 22 auteurs du livre, et quelques uns de leurs ami(e)s venant de Gennevilliers, Neuilly-sur-Marne, Paris et d'ailleurs, l'éditeur du « Temps des cerises » Francis Combes et « Chevillon imprimeur » avec son directeur Jean Claude Pierret, Anne-Lise Robotin, attachée commerciale et Isaac Santos. A tous et toutes, dont je ne peux citer chaque nom, à nouveau merci.

Avant de passer la parole à Serge Lotier, président de l'IHS, je voudrais rapidement vous dire quelques mots.

Nous avons voulu, à l'occasion de notre dernier congrès fédéral qui s'est tenu fin septembre à Lille, faire de la présentation de ce second tome de notre histoire fédérale, un événement majeur de notre congrès, tant notre ambition – et le congrès l'a démontré – est d'**assurer l'avenir en prenant appui sur le passé**.

C'est vrai, notre fédération a une longue histoire. Nous en avons d'ailleurs fêté comme il se devait ses 100 ans en 2009.

Histoire marquée de grandes luttes, de grandes grèves, mais encore d'évolution de ses structures, de ses modes de fonctionnement, de son champ d'intervention, pour être toujours plus et mieux une organisation syndicale en capacité de répondre aux attentes et aux besoins de tous les salariés dans leur grande diversité et dans le vaste secteur des activités postales et des télécommunications.

Même si l'histoire ne se répète jamais, disons-nous, il y a toujours des similitudes.

Par contre, nos valeurs de solidarité, de résistance, de fraternité sont réelles, nous y sommes attachés et nous mettrons tout en œuvre pour qu'elles demeurent au centre de notre activité. Je vous remercie.

Puis Colette passe la parole à **Serge Lotier**. Si l'on veut résumer d'une phrase son intervention c'est sans aucun doute la dernière.

Le livre "outil pour connaître le passé, pour faire réfléchir sur le présent et l'avenir, bien sûr, mais ce que nous souhaitons avant tout, c'est que vous preniez autant de plaisir à le lire que nous avons eu du plaisir à l'écrire".

Etaient également présents des membres du secrétariat et du bureau fédéral de la Fapt, de l'Union fédérale des retraités, de LSR de Montreuil, du conseil d'administration de l'ihf-fapt, des permanents du siège fédéral, des adhérents de l'ihf de la région Ile-de-France, des ihs de la métallurgie, des mines et de l'énergie... Citons encore parmi ces invités : André Narritsens, René Boyer, Joël Hedde, Marie-France Valat, Daniel Vion, Philippe Mopy et ceux arrivés en cours de séance : Gérard Théry, Jean-Pierre Coustel, Jocelyne Georges... Etaient excusés : Gérard Alezard, Huguette Haubensack, Myriam Bellino et Jean Magniadas. S'il y a des oubliés, nous les prions de nous excuser. A toutes et tous merci.

# À Limoges, on ne ra les rendez-vous avec l



Limoges, janvier 2012.

• **Septembre 1895**, création de la **Confédération Générale du Travail**.

• **Septembre 1945**, au congrès de la **Fédération postale CGT**, la majorité révolutionnaire s'affirme, son secrétaire général Fernand Piccot est un unitaire.

• **Septembre 2005**, on fête le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération CGT-FAPT, toujours révolutionnaire !

• **16 janvier 2012**, une nouvelle date pour cette région de résistance et de lutte de classe. Ce jour-là quatre-vingt camarades se sont donné rendez-vous pour accueillir la parution du 2<sup>e</sup> tome de l'**Histoire de la Fédération de**

**1945 à 1981** et aussi débattre de leur propre histoire, de leurs luttes, de leurs convictions et de leurs espoirs.

Une sacré réussite, tant par le débat riche, sans tabous, mais hélas trop court. Une discussion que les uns et les autres auront l'occasion de poursuivre, après avoir lu cet ouvrage.

Une très belle réussite, puisque **92 livres** ont été payés ce soir là.

Merci aux organisateurs, Pascal Jobard secrétaire général du syndicat départemental, Jean Claude Romain de la région Fapt. Un coup de chapeau particulier à la toujours jeune section UFR, Alain Richard et Daniel Chateil qui nous ont accueillis. Soulignons la pré-

## La diffusion du livre, un point non

*La présentation du livre continue à un rythme soutenu, mais avec une quarantaine d'initiatives sur 200 possible, il y a encore de la marge ! Ne relâchons rien. De nombreux syndicats n'ont fait aucune commande. La lettre signée par Colette et Serge, pour inciter les syndicats à consacrer une partie d'une CE à la présentation du livre, est envoyée ! Celle signée de Christian Klowskowsky, en direction des retraités, est aussi diffusée.*



Bordeaux, février 2012.

### 2011

**Alpes Maritimes**, retraités (5 coffrets, 1 livre 2 = 11 livres)

**Nièvre, congrès** (4 coffrets, 9 livres 2 soit 17 livres)

**Ain, congrès** (2 coffrets et 2 livres 2 = 6 livres)

**Côte d'Or**, retraités (15 livres 2, et 1 coffret = 22 livres) ; actifs 5 coffrets pour la souscription 10 livres

**Hauts de Seine**, retraités (2 coffrets, 6 livres 2 = 10 livres). Le 6 décembre présentation devant la CE

**Commission nationale retraités** (17 novembre : 5 livres 2, 4 coffrets = 13 livres)

**LSR ptt Montreuil** (3 coffrets, 4 livres 2 = 10 livres)

**Hauts de Seine**, retraités : 29 novembre livre 1 : 1, livre 2 : 6, coffrets : 2 = 11 livres

**Postaux Paris**, retraités : le 8/12 = 7 livres

**Télécoms Paris**, retraités : 4 coffrets, 3 livres 2 = 11 livres

**Mayenne**, CE 7 coffrets, 10 livres 2 = 24 livres

**Conseil national**, 12/13 décembre : 11 livres

**Yonne**, 17 présents. 3 coffrets et 7 livres 2 = 13 livres

**Meurthe et Moselle**, 5 coffrets soit 10 livres

**Loir et Cher**, retraités : (livre 2, 1 coffret = 3 livres

**Loir et Cher**, CE avec 11 présents 4 coffrets, 4 livres 2 = 12 livres

**Aisne**, présentation à la CE : 27 présents 6 avaient déjà le livre, 17 livres vendus

**Gard**, CE le 15 décembre : 5 livres

### 2012

**Corrèze**, 3 coffrets, 8 livres 2 = 14 livres

**Calvados**, retraités 12 janvier, 1 livre 2, 1 coffret = 3 livres

**Limoges**, 16 janvier : actifs retraités en collaboration avec ihs cgt ! 92 livres vendus. Compter ceux de la **Creuse** et de la **Corrèze**.

**Creuse**, 16 janvier : 5 coffrets, 2 livres 2 soit 12 livres

**Loire Atlantique**, 1 livre 1, 18 livres 2, 8 coffrets soit 35 livres

# Je n'ai jamais l'Histoire !

sence de Marcel Farjeaudon, de l'ihS du Limousin, qui a souligné l'importance des rencontres des IHS professionnels et interprofessionnels. Présence aussi de Jean François Soury, de la région CGT, et Pierre Barret de l'UD-CGT, des délégations des syndicats de la Creuse, de la Corrèze, et de la Haute-Vienne ; merci au représentant de la municipalité de Limoges qui nous a acheté le livre, enfin présence de deux amis très chers, Camille Senon et Jacques Jouve, anciens dirigeants de notre Fédération.

Serge Lottier, Bernard Bouche, Michèle Perraudat et Jeanine Lottier, qui représentaient l'ihS-fapt, ont particulièrement apprécié cette rencontre.

## exhaustif !

**Sarthe**, 17 janvier, CE et retraités : 14 livres et 3 coffrets soit **20 livres**

**Lyon**, retraités, le 31 janvier : 30 présents : 4 coffrets et 7 livres 2 vendus soit **15 livres** diffusés, avant 1 coffret et 5 livres soit un total de **22 livres**

Retraités **Seine-Saint-Denis**, 2 février : 23 présents : 5 coffrets, 5 livres 2 soit **15 livres**

**Congrès Côte d'Or**, 2 et 3 février : 6 coffrets et 13 livres 2 soit **25 livres** (que des actifs)

**Conférence Nationale UFC**, 2 février : 4 coffrets, 1 livre 2 soit **9 livres**

**Congrès Bordeaux**, 8, 9 et 10 février : 6 coffrets et 5 livres 2 soit **17 livres**

**Télécoms Paris**, 7 février, 3 coffrets, 5 livres 2 soit **11 livres**

**Loire retraités**, 7 février, 2 coffrets, 3 livres 2 soit **7 livres**

**Toulouse poste** retraités, février, 7 livres 2 pour 10 présents soit **7 livres**

**Oise**, CE du 17 février, 18 présents : 7 coffrets soit **14 livres** + 4 livres 2 pris au congrès

**Eure** CE de février, 7 coffrets, 1 livre 2 soit **15 livres**

**Seine Maritime**, CE février, bilan depuis le congrès, 15 coffrets soit **30 livres**

**Conférence Nationale des retraités FAPT**, 44 livres

# Opinions sur le livre « Histoire de la Fédération de 1945 à 1981 »

## Louis Cardin. Militant fédéral collaborateur de l'ihS

C'est avec joie et émotion que j'ai reçu les livres de l'histoire de notre fédération... le travail des camarades est remarquable dans la concision, la cohésion du livre. Toutes mes félicitations pour la réussite de cette réalisation.

## Gérard Théry. Directeur général des télécoms de 1974 à 1981

"...Ce livre, remarquablement écrit et illustré, m'a vivement intéressé et m'a fait découvrir des aspects de la vie syndicale que je ne soupçonnais pas. Il constitue un témoignage aussi sincère qu'essentiel. J'apprécie, vous vous en doutez, le proverbe chinois qui est dans l'introduction : "il faut toujours laisser une petite place à l'erreur". Je crois sincèrement qu'il n'y a pas de grandes actions sans erreur..."

## Cassandre Jouot, ancienne archiviste de l'ihS-cgt-fapt

Vous avez fait fort et le travail fouillé et précis. Félicitations à toutes et tous pour le nouveau bébé de l'institut. Vous pouvez être fiers de vous !

## Jean Magniadas. Economiste, historien, vice président de l'ihS confédéral

C'est impressionnant et représente beaucoup de travail ; je vais le lire dans les prochains jours avec un grand intérêt. Voir *Relais* n°53.

## Jérôme Beauvisage. Cahiers de l'institut confédéral CGT

...les 608 pages de cet ouvrage collectif feront désormais référence.

## Josiane Foyat. Comité pour l'histoire de la Poste

...ouvrage fruit d'un très gros travail [...] nous allons en faire bon usage.

## François du Castel. Ingénieur télécoms (adhérent CGT)

"...C'est un excellent rappel de tous les événements qui ont marqué le syndicalisme CGT pendant cette période 1945/1981. Il servira certainement aux historiens qui se pencheront sur cette activité syndicale." Il nous fait deux reproches : trop s'enfermer dans le monde PTT et de ne pas avoir traité des conditions de la libération du ministère

des PTT... "Ne prends pas cela comme une critique du travail effectué, mais comme une analyse de ce qu'il restera à faire avec des historiens cette fois-ci..."

## Un ami de Robert Gilles qui n'est pas des PTT

C'est une vraie recherche... qui a dû demander un gros travail. Il m'intéresse beaucoup. Bien sûr on ne peut pas dire que c'est un travail d'historien classique ; on sent de quel bord vous êtes, on voit bien quelles sont vos sources préférentielles. Mais cela ne me gêne pas du tout, quand on a fait le choix de la lutte des classes, on garde cette grille d'analyse et on a bien raison... Je suis bien content de comprendre en détail les origines de la scission... je n'en suis qu'au chapitre 7 de la 1<sup>re</sup> partie !

## René Bidouze. Ancien Secrétaire Général de l'UGFF-CGT

Je viens de recevoir l'histoire de la fédération CGT des PTT... qui m'intéresse à plus d'un titre. Cette parution sera pour moi l'occasion d'énoncer un certain nombre d'analyses et de réflexions se situant dans la démarche de mon blog.

## Gilbert Stoquert. Président de l'ihS-cgt transport

Ce livre m'intéresse à plus d'un titre pour l'histoire de la fédé qui a tutoyé la nôtre... et également parce que nous avons engagé un travail sur 50 ans d'histoire de la fédération CGT des moyens de transport... Et qu'il est toujours enrichissant de se nourrir des (bonnes) expériences des autres (sans copier bien entendu).

## Jean Pierre Coustel. Ingénieur France télécoms

Le livre est beau (y compris la couverture inattendue à partir d'une œuvre pertinente de Picard le Doux !)... je ne l'ai évidemment pas encore lu mais j'espère pouvoir vous faire part le moment venu de mes appréciations de lecteur.

## FNARH (Fédération Nationale des activités et recherches historiques des PTT)

Un ouvrage original dans sa conception... A travers cette histoire, vous trouverez toute la vie sociale de cette corporation durant la période 1945. 1981 : évolution des structures, techniques nouvelles mais aussi bien sûr, l'environnement national et international qui ont pesé sur la vie du personnel des PTT.

# Parlons-en!

La saga des postiers CGT, depuis la Libération jusqu'à l'élection de François Mitterrand



## L'Humanité du vendredi 16 décembre

Sous le titre "La saga des postiers CGT depuis la libération jusqu'à l'élection de François Mitterrand", 1/3 de page est consacré à un article de René Mouriaux sur le livre.

Après avoir rappelé que les PTT sont un secteur clé de l'économie et des rapports collectifs animés par une vie corporative intense, puissamment reliée à la marche générale de la société française, il souligne les faits importants des 4 périodes du livre. Puis il formule quelques critiques: "Solidement documenté, l'histoire réalisée par l'ih-cgt-fapt néglige la sociologie des permanents. Elle procède parfois par ellipse. L'ampleur du choc provoqué par le rapport Khrouchtchev en 1956 est insuffisamment souligné. En revanche, des déficiences de l'organisation sont clairement diagnostiquées, un certain paternalisme à l'égard de la main d'œuvre féminine, le caractère monolithique de la direction, un ouvriérisme anti-cadre, qui seront corrigés avec le temps. Au-delà du cadre des postiers, la contribution de l'ih-fapt intéressera toutes celles et tous ceux qui se consacrent au mouvement social et pensent que la compréhension du passé éclaire le présent et aide à se projeter dans un avenir anti-capitaliste et émancipateur".

### Jocelyne Georges, historienne

"... Comme je vous l'avais promis j'ai lu consciencieusement "votre" livre durant les vacances de la Toussaint. Il est incontournable. C'est un gros travail scientifique, la quantité des faits rassemblés est imposante et donne toute sa valeur à l'œuvre (sur le plan lecture ce n'est pas très facile mais tant pis), la chronologie est très minutieuse et ça c'est très important. Il en ressort l'ancienneté, voire l'immédiateté de la lutte entre le capital et le tra-

vail (qui ne s'est jamais arrêtée, mais telle qu'elle repart en 1945). J'ai été surprise de voir combien l'emprise des trusts était précoce et obstinée. En face l'énergie syndicale est impressionnante. C'est bien de l'avoir si complètement recensée. On peut en tirer une conclusion contradictoire: tant de luttes pour quoi? Tant de luttes pour une si belle histoire humaine. Le choix de la couverture est aussi bon que le livre (à mon avis). Félicitations donc... à vous et à vos co-auteurs".

### Marie-Claude Laurore

"J'ai déjà commencé la lecture, cela m'intéresse vraiment, et je vous "tire mon chapeau" pour le grand travail, que tous, vous avez fourni."

### Pascal Jobard, secrétaire départemental de la Haute-Vienne

Ce livre était attendu, 92 de vendus le 16 janvier en Limousin!

### Jean Boillaud, adhérent CGT de Côte d'Or

Je m'attendais à une lecture un peu «aride», comme parfois certains tracts syndicaux, au contraire la lecture est facile et agréable grâce à un énorme souci de présentation, explications, aération, usage de la couleur etc. Ce n'est pas un pensum! On retrouve sur presque un demi-siècle non seulement l'histoire de la fédération, mais aussi celle de l'administration, et tout simplement la marche – souvent chaotique – de notre pays, événements syndicaux, politiques, militaires, économiques, sociaux, etc.

Un énorme travail de documentation a été réalisé. Tout ce qui est avancé ou rappelé est étayé par des parutions publiques connues, des références à des écrits vérifiables. A titre personnel, j'ai trouvé des explications – attendues depuis longtemps – sur la scission 1945-1946 au congrès de Limoges et sur le rôle malveillant des futurs dirigeants de Force Ouvrière. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet.

En résumé, encore mieux qu'un livre de grande qualité, je pense que ce travail fera référence par son potentiel d'informations. On hésite sur les qualificatifs à décerner: impressionnant oui, incontournable, et même MONUMENTAL! Voilà une belle réussite. Un grand bravo à tous les auteurs et participants.

### Christiane Rouanet, militante fédérale et confédérale CGT

... dans son intégralité j'ai beaucoup apprécié. J'aime la couverture avec l'œuvre de Jean Picart Ledoux qui symbolise pour moi la fédération et la modernité du message. La présentation chronologique de l'ouvrage est très agréable, facile de lecture, tout en restant un livre de travail, de références pour les militants. Sa conception collective en fait sa richesse. J'ai pu y puiser des éléments pour la revue que nous élaborons.

### Christian Chevandier, Professeur des universités

Je vous remercie, cher ami, pour cet ouvrage que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt. Il se situe pour moi dans la logique de l'ouvrage, dirigé par Joseph Jacquet, sur l'histoire des cheminots, qui a bientôt un demi-siècle et qui est toujours une référence. Je le range dans ma bibliothèque à côté de celui de Georges Frischmann...

### Nicole CHALAT syndiquée CGT de la Corrèze

Merci pour cet ouvrage à 44 mains!

Comme beaucoup d'entre nous, j'attendais la suite de l'Histoire de la Fédération CGT des PTT, et plus particulièrement celle de la période 1945-1968.

Certes j'ai connu les difficiles relations avec les pouvoirs en place, avec FO, mais rien à voir avec ce déchaînement de véridique haine, auquel les militants(es) de notre Fédé ont eu à faire face, notamment aux lendemains de la scission de 1947, puis la grève d'août 1953, et ensuite pendant la lutte pour la paix en Algérie.

Dans ce contexte délétaire et répressif, leur combat mené sans répit pour l'unité d'action afin de développer les luttes, autour de nos revendications claires, rassembleuses et populaires pour la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'obtention des effectifs nécessaires à l'explosion du trafic, a conduit à des succès revendicatifs importants.

Le passé se veut éclaircur du présent et de l'avenir. Poursuivons cette lutte oh combien actuelle, pour ce «tous ensemble» garant de nouvelles conquêtes sociales. Mais sans jamais en masquer ni les difficultés, ni les obstacles, ni les blocages, d'où qu'ils viennent!

### Aux amies et amis qui ont déjà lu le livre

N'hésitez pas à nous faire connaître les erreurs que vous avez constaté, la plus petite faute d'orthographe, une note mal chiffrée etc. Tout nous intéresse pour une prochaine édition!!

Sans oublier, bien entendu, de nous donner votre avis sur le contenu de ce livre de notre histoire, nous en avons aussi grand besoin. Merci.

À la sortie de notre livre "Histoire de la fédération de 1945 à 1981", nous avons sollicité les auteurs et d'autres camarades qui souhaitaient approfondir tel ou tel sujet, de le faire dans notre revue trimestrielle *Le Relais*. Notre ami Marcel Pillet, qui a animé plusieurs années durant le secteur social de la fédération, était aussi un militant CGT au CNET. Il a donc pris sa plume. Gageons que d'autres camarades ne tarderont à l'imiter, nos colonnes leur sont ouvertes.

## Le CNET et la politique industrielle des PTT de 1945 à 1981

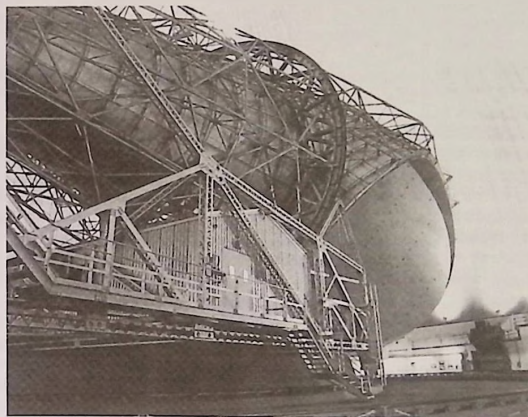
En 1945, au terme de la seconde guerre mondiale, le téléphone français est en très mauvais état, du fait des destructions opérées par l'armée allemande en repli et de l'action de la résistance française pour priver la première de ces moyens. La priorité qui s'impose est donc la reconstruction, si possible avec des équipements modernisés. De plus très peu d'investissements ayant été réalisés depuis la fin des années 30, les équipements qui demeurent sont vieillissants.

L'industrie du téléphone est alors dominée par les États-Unis et notamment ITT (International Telegraph and Telephone), qui a deux filiales en France : la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) et LMT (Le matériel téléphonique), le groupe suédois ERICSSON est également présent en commutation.

Incontestablement, la période de la libération est marquée par la définition d'une politique de recherche renforçant l'orientation publique de celle-ci contre le modèle américain d'une recherche privée d'entreprise. Il s'agit de créer de grands organismes publics mobilisant hommes, moyens et financement, pour favoriser une industrie nationale indépendante, dans l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance, capable de se substituer à ITT et d'autres trusts étrangers de la téléphonie.

### Le CNET est créé en 1945

En 1945, le gouvernement du Général de Gaulle, par la loi n° 45 144 du 29 janvier 1945, crée le CNET, rendant



Le Radôme, la première antenne de Pleumeur, qui pèse 340 tonnes et pivote, pour rester pointée vers le satellite, en 1962. (Photo - Le Patrimoine des Télécommunications françaises-Flohic éditions)

caduque une décision du 4 mai 1944 du gouvernement Pétain - Laval. L'exposé des motifs de la loi souligne que : « les recherches et réalisations touchant aux télécommunications ont souffert en France jusqu'à ce jour d'une extrême modicité des moyens et de leur dispersion ».

Les débuts ne seront pas sans difficultés. Jean Monnet, nommé par de Gaulle commissaire au Plan, ne considérera pas comme prioritaire l'équipement téléphonique du pays et sa recherche, pourtant nécessaires à la réalisation des ambitions nationales indiquées ci-dessus. Il faudra attendre le second plan de développement économique pour que le CNET prenne effectivement son essor.

Par la suite on va rattacher au CNET le SRCT (service de recherche et de contrôle technique des PTT) préexistant avant la guerre et le LNR (laboratoire national de radioélectricité), les liaisons télégraphiques et téléphoniques inter-

continentales ou à longues distances étant alors réalisées par radio et pour partie en morse.

A partir des années 1950/1960, le CNET va connaître un développement important. Les équipes d'ingénieurs, de chercheurs, cadres, techniciens, ouvriers et gestionnaires vont passer de quelques centaines à 4000 au moment du développement maximum.

Aux premières implantations en Ile-de-France, à Issy-les-Moulineaux et Bagneux, vont s'ajouter Lannion en 1962, Grenoble, spécialisé en opto-électronique, la Turbie pour les études d'an-

tennes, Sophia Antépolis en communication d'entreprises et Rennes avec TDF (télédiffusion de France) pour les transmissions sur écrans.

Très vite le CNET va acquérir, dans ces différents domaines de recherches, une réputation mondiale.

Plusieurs découvertes importantes et novations vont marquer l'histoire du CNET : première liaison par faisceaux hertziens en 1947, premier commutateur français Crossbar en 1960, premier calculateur à transistors en 1961, première liaison intercontinentale par satellite entre Pleumeur-Bodou et les USA en 1962, premiers essais de transmissions numériques en 1970, première liaison transistorisée en 1972, premier commutateur électronique en 1971, première liaison par fibre optique en 1974<sup>(1)</sup>.

1 Les télécommunications sous la direction de François du Castel - p 397- Berger Levrault Editeur.

Le nombre de brevets d'inventions déposés chaque année à l'initiative du CNET, suite aux travaux de laboratoire et des chercheurs, sera toujours selon les années supérieur à 100.

Bon nombre de ces découvertes vont franchir rapidement les phases de développement et d'industrialisation, du fait des relations structurelles établies entre le CNET et l'industrie avec les sociétés d'économie mixte.

### Les sociétés d'économies mixtes (SEM)

Dans l'esprit de 1945, vont être créées deux sociétés d'économie mixte réunissant le CNET et des constructeurs français fournisseurs d'équipements téléphoniques pour une mise en commun des recherches publiques et privées et la répartition des marchés parmi les membres !

En 1947 est créé « SOTELEC » pour les transmissions et en 1954 « SOCOTEL » pour la commutation<sup>(2)</sup>. Ces cartels regroupent des entreprises de tailles diverses, de la CIT filiale de la « compagnie générale d'électricité », à l'époque un des fleurons du capitalisme français, et à l'AOIP (association des ouvriers en instrument de précision), entreprise intermédiaire (5 000 salariés), au statut de coopérative ouvrière de production.

En 1960, lors de son congrès, la fédération CGT critique vivement cette collaboration entre l'Etat et l'industrie

capitaliste, qu'elle dénonce comme d'abord au service des monopoles pour accroître leurs profits<sup>(3)</sup>.

Nous ne sommes plus en 1945 et loin de l'esprit dans lequel elles ont été fondées. La CGT y voit l'illustration du concept de « capitalisme monopoliste d'Etat » dénoncé alors comme la mise au service des monopoles de l'appareil d'Etat de façon systématique, à une époque où le capitalisme français est encore largement national.

Ajoutons que l'exclusivité donnée aux SEM dans la passation des marchés va avoir des effets pervers, car elle réduit la concurrence et favorise l'entente entre fournisseurs aboutissant à des prix prohibitifs, pénalisant à la fois les usagers du service public et l'exploitation<sup>(4)</sup>.

Cette situation sera dénoncée par une campagne de presse, la fédération CGT, le sénat, etc., ce qui conduira le CNET à créer un service de contrôle des prix des fournisseurs, qui bien que n'ayant pas tous les moyens d'investigation nécessaires, permettra des baisses de prix.

### Les marchés d'études

La mise en commun de la recherche suppose que celle-ci s'exerce au bénéfice du service public et que le pilotage soit assuré par l'administration, c'est à dire par le CNET, responsable des programmes d'ensemble et des parties assurées par l'industrie, rémunérées et appréciées quant aux résultats.

Au fil du temps ce ne sera pas toujours le cas. Avec ces marchés dits « d'études », ce n'est pas toujours la recherche qui a été aidée, mais les actionnaires, alors que le montant de ces marchés n'a cessé de croître, passant annuellement de 241 millions de francs en 1971 à 613 en 1977. Pratique que la fédération CGT critiquera également.

### Conflit entre l'intérêt public et celui des trusts : le cas du central téléphonique PLATON E10

Les recherches engagées par le CNET, pour remplacer les centraux téléphoniques électromécaniques de type CROSSBAR pour les plus récents, aboutissent en 1971 à la mise au point d'un central entièrement électronique dit « temporel », qui est introduit dans le réseau à Pérros Guirec et fonctionne dans les conditions normales d'exploitation.

Il s'agit d'une première mondiale. Le CNET a alors 2 ans d'avance en la matière sur ses concurrents étrangers. Une industrialisation rapide de ce système peut ouvrir une voie capitale à la modernisation et à l'exportation. Le développement ayant été réalisé en collaboration avec l'industrie, la CIT en l'occurrence.

Hélas cette innovation va se heurter à diverses critiques : techniques, elle n'est pas encore adaptée aux centraux de plus de 15 000 lignes ; économique, le coût des composants électroniques est encore élevé, mais il baisse rapidement, coût divisé par 10 dans les 5 ans et finalement politiques, puisque des commandes ne seront passées à l'industrie que pour quelques centraux en Bretagne.

Il faudra attendre 1978 pour que la décision soit prise de généraliser la commutation électronique temporelle dans le réseau après d'autres péripéties et 17 ans après.

### La CGT au CNET

Dès 1945 une section syndicale CGT est créée au CNET avec une centaine d'adhérents. Elle connaît en 1946/47 les difficultés du syndicalisme français et de la CGT du fait de la scission syndicale et des grèves de 1946/1948<sup>(4)</sup>.

2 SOTELEC est constituée par CIT/ALCATEL, SAT et LTT - SOCOTEL est constituée par CIT/ALCATEL, AOIP, LMT, CGCT et ERIC-SON.

3 Histoire de la Fédération CGT des PTT de 1945 à 1981 - p 260

4 Voir à ce propos l'histoire de la CGT CNET par Jacques TRUFFY archives CGT-FAPT.

CGT

# INTER - CNET

JOURNAL DES SECTIONS SYNDICALES DU CENTRE NATIONAL D'ETUDE DES TELECOMMUNICATIONS  
FEDERATION C.G.T. DES P.T.T. - 67 RUE DE TURBIGO PARIS 3<sup>e</sup> - N° 4

ELECTIONS AUX CAP. DU 13 MARS 1968

IMPORTANT SUCCES DE LA CGT.

- MAJORITE ABSOLUE A LAMNION
- EFFONDREMENT F.N.T.
- ECHEC C.G.C.

La C.G.T. renforce encore son audience en augmentant sensiblement son pourcentage de voix + 7,6 % aux Centrales et + 7,35 % aux Départementales.

Non seulement elle reste la première organisation syndicale, mais elle devance largement toutes les autres avec 40,8 % aux Centrales et 43,55 % aux Départementales. Ces résultats au C.N.E.T. tendent à se rapprocher des pourcentages à l'échelon national qui sont une victoire de la C.G.T. puisque sur 227.369 suffrages exprimés, elle obtient 98.669 voix soit 43,39 % des suffrages.



A partir de 1949, un bulletin d'information régulier « *Tel et comme* » est publié. Tout en participant aux actions générales de la CGT pour le pouvoir d'achat, le reclassement, la paix, etc, une attention est portée aux problèmes spécifiques CNET. Il s'agit de l'action pour la création d'une indemnité de recherche, qui sera obtenue, les revendications des contractuels, déjà nombreux au CNET et qui n'ont pas encore de statut ni de convention collective, la rétribution des brevets aux inventeurs et bien sûr une orientation des recherches conformes aux intérêts du service public.

La grève des PTT de 1953 est suivie au CNET comme celles de 1968 et de 1974, à Paris comme à Lannion pour les deux derniers. A Issy, le centre Est est occupé et de multiples commissions de réflexion permettent à tous les grévistes de réfléchir aux conditions d'une plus grande efficacité de leur travail et sur le rôle des représentants du personnel dans la définition des programmes de recherche, ce qui ne sera pas sans retombées pour la suite. La grève est de même active à Lannion.

Le nombre des syndiqués a considérablement cru et l'influence de la CGT est à l'époque majoritaire avec 43 % des voix aux élections aux organismes prioritaires de 1956 et 1958, soit un score proche de la moyenne nationale PTT. A l'époque les contractuels ne votent pas, et n'ont pas d'organisme représentatif spécifique.

### Les Télécom : premier investisseur public français

Notre pays a vécu longtemps dans un état de sous-développement téléphonique quant au nombre de lignes principales par 1 000 habitants, 6 pour 1 000 contre par exemple 36 en Suède, 30 aux Etats-Unis en 1965.

En 1945, il y a seulement 1,3 millions d'abonnés. Les premiers plans économiques oublient le téléphone, considéré alors comme un gadget. Les moyens budgétaires votés sont consacrés à la reconstruction et à la modernisation du réseau, mais pas à son extension. Ajoutons qu'il est l'époque notoire que le Général de Gaulle détecte téléphoner.

Cependant la demande publique va progresser au début des années 60, elle



Lundi 21 octobre 1974 : 1 000 ingénieurs, chercheurs, techniciens, cadres et ouvriers manifestent devant le Ministère des PTT, contre le démantèlement du CNET.

est multipliée par 4 de 1961 à 1965. Alors qu'il y a 400 000 demandes en instance, un délai de 3 ans est nécessaire pour satisfaire un nouveau postulant. Par ailleurs le sous-équipement apparaît alors comme un frein au développement économique nécessaire.

Pour la première fois le 6<sup>e</sup> plan, adopté en 1971, prévoit une progression significative des crédits, décision qui sera complétée en 1975 par un plan dit de rattrapage de 25 milliards de francs.

Le nombre des lignes principales en service va passer à 7 millions en 1975 et 20 millions en 1981.

Les Télécoms vont devenir le premier investisseur public en France et intéresser particulièrement, par conséquent, les constructeurs capitalistes concernés.

### Une réorganisation libérale « giscardienne »

En 1974, Giscard d'Estaing est élu Président de la République contre le candidat gaulliste officiel et avec l'aide de Chirac, "néo-gaulliste".

Le nouveau Président avait proposé au parlement dès 1967 la scission de La Poste et des Télécom et la création d'un établissement public des télécom doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière : Guéna et Debré respectivement ministre des PTT et des finances, "gaullistes historiques", s'étaient opposés à cette évolution, comme la CGT, la plupart des syndicats et massivement le personnel.

Dans les années qui suivent ce projet devient plus menaçant et va se heurter à la plus grande grève des PTT de l'histoire en 1974, qui conduira le gouvernement à l'engagement de maintenir l'unité des PTT et le statut d'administration<sup>(5)</sup>.

Contraint provisoirement à renoncer à ses fins, le pouvoir décide en octobre

1974 de la réorganisation de la Direction Générale des Télécoms et du CNET dont il pense qu'elle passera plus facilement parce que moins visible dans la Corporation, tout en accentuant le caractère industriel et commercial des télécoms.

Libois, directeur général des Télécoms et père du E10 PLATON, est remplacé par Théry. Don-doux directeur du CNET est également écarté. Son successeur est placé sous tutelle d'un nouveau directeur de la DGT, Souviron, chargé de la politique industrielle des Télécom,

issu du corps des ingénieurs des mines, ce que ceux des télécom vont prendre avec raison comme une marque de défiance. On prétendra qu'il sera davantage au service du ministère de l'industrie que des PTT.

**Au passage, le CNET perd la Direction de la recherche et la responsabilité de la passation des marchés d'équipement et d'étude et de leur contrôle. Fonctions qui passent ainsi d'une direction scientifique et technique, au niveau politique, les conséquences seront rapides.**

Ce coup de force provoque une réaction massive de colère au CNET de l'ouvrier à l'ingénieur, et un mouvement de grève spontané qui va s'inscrire dans la grève de 1974.

### Le système électronique E10 temporel à nouveau écarté

Avec le plan de rattrapage du téléphone décidé, il est urgent d'arrêter quel système de commutation sera retenu et se substituer aux commutateurs électromécaniques construits depuis l'origine si l'on veut un réseau.

Or Souviron va décider d'écartier au nouveau le système E10, qui fait pourtant ses preuves où il est installé et pour lequel les objections d'origines sont largement tombées, pour un autre système dit spatial semi électronique moins évolué : le META-CONTA américain et AXE suédois qui seront certes construits en France, mais sous licences étrangères, c'est-à-dire avec versement de royalties aux maisons mères étrangères, propriétaires des brevets.

5 Sur la grève de 1974, voir Histoire de la Fédération des PTT de 1945 à 1981 et la CGT au CNET déjà cité.

## L'évolution des marchés d'études

Les sociétés d'économie mixte créées à la libération sont abandonnées et les marchés d'études développés avec un nombre accru de bénéficiaires de 28 en 1971 à 93 en 1975. La DGT demande que soit créé un système d'étude libre laissant les fournisseurs bénéficiaires de ces marchés, seuls décideurs de leurs thèmes de recherche. Autrement dit, le ministère paie, mais ne pilote plus la totalité de la recherche<sup>(6)</sup>, même si elles ne sont pas conduites dans l'intérêt public. Autrement dit, d'une politique étatique dirigiste, on s'oriente vers une politique libérale de libre concurrence.

## Au-delà du téléphone vers les nouveaux services

Les Télécom bénéficient des progrès de l'informatique et de la baisse fulgurante du coût des composants électroniques. En 1981, le prix d'un ordinateur est 10 000 fois moins cher que son ancêtre des années 50. L'apparition du micro-ordinateur va permettre au-delà des entreprises un développement grand public.

En 1978 le rapport "NORA MINC" met en lumière la complémentarité de ces techniques nouvelles (informatique, télécommunications et télévision) et



Terminal annuaire MINITEL  
(Photo, ouvrage cité Flohic éditions)

l'émergence possible de nouveaux services dans un concept nouveau : la télématique. L'activité du CNET pour la modernisation du réseau télécommunication se poursuit avec le satellite "Télécom 1" pour les transmissions d'entreprises et les liaisons avec l'Outre-Mer, l'utilisation de la fibre optique en transmission, etc.

Côté nouveaux services, c'est le Télétex, l'annuaire électronique, la télécopie, le minitel, téléletel, Transpac, les mobiles, autant de services qui seront transmis par le RNIS (Réseau numérique à intégration des services) et déboucheront plus tard sur Internet.

## Conclusions

En 2012, le CNET n'existe plus en tant que "Centre National". Au moment de la privatisation en 1987, il est devenu le centre de recherche de France Télécom, comme les autres opérateurs

et constructeurs ont leur propre centre. Sans doute France Télécom dispose encore de l'expérience scientifique, du savoir faire et pour partie des moyens humains et matériels hérités du CNET, mais son rôle n'est pas le même, ni les résultats.

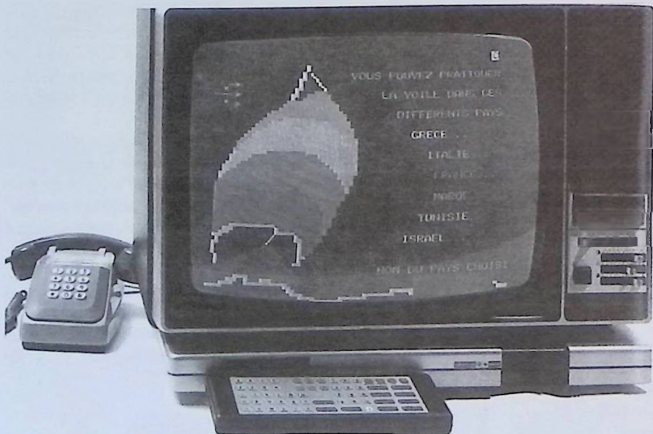
La direction le reconnaît d'ailleurs publiquement en observant que : « France Télécom a perdu le leadership technologique »<sup>(7)</sup> et doit par conséquent réorganiser son activité de recherche innovation en 2012.

Alors que plus généralement, une ré-industrialisation est nécessaire en France, tout le monde en convient, et que pour être compétitive, celle-ci devra s'appuyer sur un effort de recherche menée dans le domaine des télécommunications, mais aussi ailleurs.

Au regard des objectifs fixés au CNET en 1945 et sans oublier les critiques formulées au cours des années par la CGT, le bilan a été longtemps positif et a permis à l'administration des PTT, considérée comme dépassée par certains, de disposer en 1981 d'un des réseaux de télécommunications les plus modernes du monde, puis d'innover sur les nouveaux services, quelques fois première et seule au monde comme le minitel.

Peut-être serait-il bien d'envisager l'avenir en revisitant le passé.

**Marcel PILLET**



Terminal VIDEOTEX Vélizy  
(Photo, ouvrage cité Flohic éditions)

<sup>6</sup> La bataille des Télécom de Marie Carpentier - p 236 (Economica)

<sup>7</sup> Journal "Le Monde" du 17 février 2012.

# Documents extraits des Archives départementales de Seine-Maritime à Darnetal

Ces documents ont été récupérés dans les Archives départementales de Seine-Maritime, grâce à vigilance d'un camarade très attaché à l'Histoire, Gilles PICHAVANT. Il avait sauvé ces précieuses archives lors d'un déménagement qui s'annonçait dévastateur pour ce type de documents. Chaque réunion de la section des Techniques de Rouen faisait l'objet d'un compte rendu « officiel » sur un cahier réservé à cet usage.

Jean VADELEAU, aujourd'hui retraité dans le Calvados, a extirpé de ces cahiers les événements les plus significatifs. Il l'a réalisé avec une certaine émotion. Membre actif de cette section syndicale, il en fut le secrétaire, avant que Max VALENTIN, longtemps secrétaire départemental CGT PTT de Seine-Maritime et membre du bureau fédéral, lui succède dans cette responsabilité.

Ce même jour, avec une petite équipe de camarades, nous avons réalisé des centaines de photographies de tracts, articles de journaux, courriers divers, de quoi alimenter notre documentation pour l'écriture du livre sur l'Histoire sociale des Lignes.

Ces récits indiquent bien la volonté des camarades de la CGT de prendre en compte toutes les revendications : l'organisation des services,

les besoins matériels, vestimentaires, la conquête de primes glanées ici et là. Ils marquent une rigueur certaine dans l'organisation de leur outil syndical CGT, sur le suivi des cotisations, bref un grand travail syndical de terrain. Ils ont participé à la lutte contre la guerre du Vietnam. Ils le renouvelleront contre la guerre d'Algérie en participant à une journée de grève lourdement sanctionnée. Une amnistie annulera cette sanction.

Cependant, à la lecture de ces comptes-rendus, une observation surgit : à aucun moment les questions liées à la scission syndicale de 1947, avant, pendant et après, n'apparaissent dans les discussions, comme si la section syndicale des Techniques échappait à cet événement. Jean VADELEAU n'a pu répondre à cette interrogation. Quant à Max VALENTIN, bien qu'étant membre de la Commission Exécutive départementale, il était au Havre à ce moment là.

En revanche, lors de notre recherche de documents aux Archives départementales de l'Eure nous avons trouvé un dossier spécifique traitant de cette période avec des journaux du Syndicat Départemental de la Fédération Postale CGT des PTT, avant la scission, ainsi que le premier journal départemental de Force Ouvrière des

PTT. Une riche documentation où apparaissent clairement les clivages au sein de l'organisation, et aussi la progression et le dénouement des événements.

**François BRIAND**

Pour compléter notre documentation déjà volumineuse, des anciens cadres des PTT nous en fournissent, nous sommes preneurs de tous documents concernant la vie de sections syndicales des lignes ainsi que des témoignages écrits ou oraux de camarades. Pour cela, vous pouvez vous adresser à :

Pour la Bretagne :

- Armelle LEVREL, Rennes.  
Mail : armelle.levrel@orange.fr.  
Tél. : 02 23 35 45 37

Ou à

- Bernard LE BOISSELIER, Cherbourg.  
Mail : bernard.leboisselier123@orange.fr.  
Tél. : 02 33 94 19 67
- François BRIAND Caen.  
Mail : frbriand@wanadoo.fr.  
Tél. : 02 31 94 73 51



Bernard Le Boisselier- Jean Vadeleau.



Jean Vadeleau- Max Valentin.

# Cahier de tenue des réunions par la section C.G.T. des services techniques de ROUEN de 1947 à 1952<sup>(1)</sup>

**11 janvier 1947** : Président : MOLLIEN, Secrétaire : HEUZE.

BLUET signale la constitution d'une Commission Technique Départementale des Télécom. L'élection de cette commission technique a donné la composition suivante : *All* : BUREL, HAUSE - *A/E* : LINART, LANGLOIS - *Soudeurs* : ARMENTIER - *Agents des Lignes* : ROCHET - *Chef d'Equipe* : VARDON - *Conducteurs de Travaux* : FILIPPI.

BLUET demande que les heures de sortie soient augmentées et qu'il va saisir la Fédération.

VARDON demande le maintien de la loi des 40 heures et le paiement des heures supplémentaires.

BLUET promet d'intervenir pour que la radio de dépitage soit faite pour tous les agents.

**22 février 1947** :

Renouvellement de la Commission de Sécurité.

MAUDUIT demande le reclassement de la catégorie pour l'attribution des cartes T.F. T2 et T3. Il revient sur la question des boisons chaudes qui jusqu'à maintenant n'ont pas été allouées. Demande que soit respecté l'esprit de discipline au point de vue des cartes syndicales.

TACLET demande l'application de la loi Croizat pour le paiement des heures au dessus des 40 heures.

VADELEAU demande la révision d'attribution de la prime de rendement.

Après discussion l'assemblée repousse la réadmission de VIGOT.

Les mécanos du garage demandent attribution de bleus, savon, sabots, création de douches et waters au garage.

**29 mars 1947** :

COLIN et VARDON demandent à payer les cotisations des timbres pour le congrès extraordinaire.

DUPONT indique que le timbre des dockers est de 50 frs depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

LETELLIER demande où passent les cotisations.

BLUET défend le principe de l'augmentation du timbre en indiquant les ristournes versées aux différents organismes syndicaux. Il indique qu'il voudrait une cotisation unique pour tous les postiers.

COLIN demande si toutes les catégories payent bien leurs cotisations.

VADELEAU demande que la Fonction Publique donne les détails sur les dépenses des permanents.

VARDON demande que les camarades de base aient la parole sur l'augmentation du timbre.

BLUET indique qu'aucun mandat fixant le taux de l'augmentation n'a été donné aux délégués au Conseil National.

**26 avril 1947** :

VARDON donne un compte-rendu sur l'augmentation du prix des cotisations qui serait fixée comme suit :

F.P. 20 F ; UD 5 ; Région 1 ; Section 3 ; reste 11 F au Département.

Sur 95 présents : pour 89, contre 0, abstention 6.

VADELEAU demande l'augmentation des taux de mission, dit que la Fédé ne fait rien pour les conducteurs, qui de ce fait se trouvent les plus lésés. Il demande aussi de faire relever le taux des heures de sortie des célibataires.

VARDON appui la demande de VADELEAU.

BLUET répond à VADELEAU disant que la Fédération essaie de faire aboutir les revendications des conducteurs, mais qu'elle se heurte à un mur devant le ministère des Finances. Fait part qu'il n'y a pas de débauche à Rouen et dans les villes sinistrées, certifié par MAGOT de la Fédération Postale.

VALENTIN demande qu'une délégation soit faite auprès de l'ingénieur pour faire activer la reprise des voitures en réparation : C 31, C 20, C 41 qui sont depuis plusieurs semaines au garage.

**27 mai 1947** :

MENARD demande la mise au voix de la proposition de la Fédération Postale de ne pas sortir sans indemnité de déplacement.

VARDON signale le risque que court le monopole si les travaux du dehors étaient effectués par l'industrie mirée.

VARDON demande que le statut des auxiliaires soit révisé.

BLUET donne sa démission de la Commission Exécutive départementale sur intervention du camarade HAINEAUT. L'assemblée n'accepte pas sa démission.

**5 juin 1948** :

MOLLIEU demande que les indemnités de travaux dangereux soient égales à l'indemnité de risques des agents de la police et la douane.

COLLIER demande des placards au garage pour les chauffeurs, ainsi que des lavabos et du savon.

COLLIN fait une nouvelle réclamation pour les effets de travail, pour que les mesures soient respectées.

**3 octobre 1948** :

JONVIN proteste sur la violation du statut des fonctionnaires en ce qui concerne une note interdisant le droit de grève aux Conducteurs de Travaux.

**5 mars 1949** :

JONVIN donne des explications sur les revendications en cours. Indemnités de déplacement, habillement, chaussures, bicyclettes, aussi sur les propositions d'indices faites à la Fonction Publique.

**2 avril 1949** :

VALLOIS souligne le magnifique mouvement de grève des facteurs de Rouen pour leurs revendications.

Il souligne que la menace de grève pour le service des Lignes a fait reculer le gouvernement et que celui-ci a signé la revalorisation des indemnités de mission.

Une discussion s'engage ensuite au sujet de la journée de jardinage qui doit être réglée sur le plan régional.

TACLET annonce que les heures de déplacement sont portées à 33 F avec rappel du 1<sup>er</sup> avril 1949.

**6 août 1949** :

VALLOIS annonce que le bureau départemental a demandé une souscription en faveur du camarade BLUET, en demi-solde depuis le sanatorium.

BLUET explique les causes de son démitement et met en garde les camarades contre les causes de cette maladie.

Il demande que la Fédération réclame l'abolition du 2<sup>e</sup> alinéa de la loi de 1883 qui empêche des camarades de bénéficier de certains avantages.

**7 janvier 1950** :

COLLIN, appuyé par VADELEAU et BLUET, demande que le dépitage soit appliqué à tout le personnel et ceci dans la journée et non après le travail.

BRUTAIL Secrétaire Régional expose la situation sur les revendications 3 000 frs par mois, le minimum vital, la prime de rendement, le respect du droit syndical, les 40 heures.

Il engage une discussion sur la guerre du Vietnam où les camarades ne sont pas d'accord après une intervention de BLUET et LEBUGLE.

**15 décembre 1950** :

COLLIN fait remarquer que le service souterrain n'a pas encore été convoqué pour la visite de dépitage.

QUETTEVILLE signale le fait qu'il touche 750 frs de déplacement par jour, alors que lorsqu'il travaille à Deauville, il doit payer 1 300 frs par jour. Il fait remarquer que la brigade de réserve touche 1 110 frs par jour.

HAINCOURT demande le rétablissement des parités avec les surveillants et surveillantes.

**3 février 1951** :

BLUET parle des camarades du Havre, ayant refusé de travailler un dimanche après convocation. Après discussion avec l'ingénieur, un « blâme pour ces camarades ».

VALENTIN signale à ce sujet qu'il faut défendre nos camarades du Havre sans retard.

Il relate la situation des camarades FRI-SCHMANN, DUHAMEL et CHRISTIA suspendus par décision gouvernementale.

Il demande une motion pour protester contre cette décision et exige la levée de cette sanction.

#### 7 avril 1951 :

Délégation au Directeur pour le Service des Lignes. Celui-ci refuse de transmettre les revendications, les camarades décident de faire grève.

BLUET répond aux camarades et fait le point sur cette grève pas trop suivie, il signale que cette grève n'a pas été un échec.

Revendication : 1<sup>er</sup> : 40250 frs basés sur 80 de l'heure des métaux, 2<sup>e</sup> : 6500 frs du fait de l'augmentation des métaux.

Le gouvernement offre de 2000 à 7000 frs.

LANGLOIS nous parle du 1<sup>er</sup> mai 1951, les camarades doivent venir nombreux et venir faire le pointage des cartes à 8h30 place du 39<sup>e</sup> d'infanterie.

#### 25 mai 1951 :

BLUET donne sa démission de secrétaire, pour raisons personnelles.

L'assemblée demande à Max VALENTIN de prendre la place, celui-ci refuse. Une violente discussion s'engage entre VALENTIN, BLUET et VALLOIS. BLUET se voit dans l'obligation de quitter la salle. Enfin VADELEAU Jean accepte de prendre la place.

#### 1<sup>er</sup> septembre 1951 :

VADELEAU Jean donne lecture de plusieurs circulaires et la réponse à Lucien DELATTRE au sujet des agents des lignes chauffeurs. Il donne lecture d'une circulaire au sujet des écoles laïques. Tous les camarades signent la pétition.

BLUET voudrait savoir si les enfants en vacances ont droit eux aussi à 70 frs par jour.

#### 10 novembre 1951 :

VADELEAU donne lecture de la circulaire pour l'application du règlement au service des lignes et demande l'avis des camarades, ensuite il donne lecture de la lettre envoyée par LANGLOIS à la Ligue des Droits de l'Homme.

VALENTIN Max réclame une délégation auprès du Directeur pour la notation.

#### 5 janvier 1952 :

TACLET demande des précisions sur la souscription pour Gaston SOHIER.

VADELEAU Jean donne le compte-rendu pour la collecte pour les LEBEGNES à Paris et les frais correspondants, il va rester 1710 frs, qui sur proposition de Roger LAINE vont aller pour les sanctionnés.

#### 2 février 1952 :

VADELEAU J. expose l'ordre du jour du Conseil national et donne le résultat du référendum pour la journée revendicative.

LAVARDE propose que la prime de rendement soit accordée à tous.

Une délégation est prévue auprès de la Direction pour protester sur la réponse des notes et le W.C. de la rue Sablé.

VALENTIN Max demande que l'on fasse l'unité avec toutes les organisations syndicales.

LAVARDE fait remarquer que l'indemnité de vélo est accordée au facteur et non au Technicien.

#### 30 avril 1952 :

VADELEAU J. donne des précisions sur la trésorerie départementale :

Recettes : 614405 frs avec un total de 7026 timbres.

Dépenses : 437369 frs, bénéfice : 177126 frs.

Il indique que va se tenir une Conférence des Ouvriers d'Etat le 18 mai à Paris. Gaston GOUTTEVILLE accepte de représenter le Calvados.

#### 7 juin 1952 :

VALENTIN explique qu'à chaque fois que les ouvriers veulent faire grève pour la défense des revendications, on détourne cette grève, en grève politique.

VADELEAU J. demande si les camarades ont des suggestions ou réclamations pour les colonies de vacances, car il est désigné par la Fédération.

Ensuite il expose la réforme des Lignes au budget 1953.

JOUVIN lance un appel aux camarades présents pour faire venir plus de camarades aux réunions de la section.

Il fait connaître qu'il est déplorable de constater qu'un Chef d'équipe syndiqué refuse de rentrer à l'heure le jour de la paye et de la réunion syndicale.

LE CUNFF fait une nouvelle réclamation pour les bleus de travail.

1. Recueilli aux Archives départementales de Darnetal 9 février et 6 avril 2011

### Elections aux CAP Seine-Inférieure.

#### 1952 : Commission 5 (Lignes) :

Inscrits :	220	Votants :	205	Exprimés :	165
C.G.T.	157	(La seule à présenter des candidats).			

#### DRT Rouen

#### 1980 : Commission 21 (Lignes) niveau national :

Inscrits :	1076	Votants :	978	Exprimés :	876
CGT	607		69,29 %		
CFDT	144		16,43 %		
FO	72		8,21 %		
CFTC	44		5,02 %		

## Le test de connaissances sur l'Histoire de la Fédération CGT des PTT :

Réponses : 1 / B ; 2 / A ;  
3 / B ; 4 / B ; 5 / D ; 6 / A ;  
7 / C ; 8 / D ; 9 / A ;  
10 / C ; 11 / B ; 12 / D ;  
13 / A ; 14 / D ; 15 / B ;  
16 / C ; 17 / B ; 18 / C ;  
19 / A ; 20 / B.

### Commentaires

**Si vous totalisez entre 16 et 20 réponses justes...**

...bravo ! Vous vous passionnez pour l'Histoire et vous ne pouvez qu'être intéressé(e) par l'Histoire de la Fédération CGT des PTT que l'IHS-CGT-Fapt vient de publier. Un seul souhait vous concernant : que vous fassiez partager votre passion par votre entourage !

**Si vous avez de 12 et 15 réponses justes...**

...c'est très honorable et vos connaissances ne sont pas négligeables. Pour les compléter, toutes les publications de l'IHS-CGT-Fapt sont à votre disposition, ainsi naturellement que l'ouvrage cité ci-dessus.

**Si vous avez de 8 à 11 réponses justes...**

...vous êtes encore dans la bonne moyenne. Mais pour pouvoir répondre à toutes les questions que vous vous posez ou qui vous sont posées, nous ne saurions trop vous conseiller d'investir dans la lecture des productions de l'IHS-CGT-Fapt.

**Si vous avez moins de 8 réponses justes...**

...pas de panique Ce n'est pas une fatalité et à cette déficience de connaissances... ou de mémoire, une cure de lecture appropriée s'impose. Vous figurez en bonne place parmi les candidat(e)s potentiel(le)s à l'achat de l'Histoire de la Fédération CGT des PTT en deux volumes.

**Et n'oubliez pas :  
pour être à jour  
en permanence,  
adhérez à l'IHS-CGT-Fapt !**

# Compte rendu de l'assemblée générale de l'IHS du 14 février 2012



**David Chaurand**<sup>(1)</sup> nous a fait part des initiatives de l'IHS confédéral pour 2012/2013 auxquelles nous participerons. Il a souligné le travail accompli par l'IHS CGT fait et apporté son soutien aux initiatives et travaux de l'année 2012. Il a souligné l'importance de la connaissance et du rôle de l'histoire sociale en s'appuyant sur le discours de Bernard Thibault lors du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'IHS confédéral. Il appelle toutes les structures de la CGT à développer la connaissance de notre histoire dans tous les stades de formation.

\*\*\*

S'il fallait une confirmation que l'histoire sociale frappe à la porte, devient un besoin pour l'activité syndicale présente, notre assemblée générale du 14 février en est un bel exemple ! 52 participant(e)s<sup>(1)</sup> dont le secrétaire départemental de Meurthe-et-Moselle et la participation du directeur de l'IHS confédéral David Chaurand, plus quelques excusés pour cause de mauvais temps. Les participants pendant deux heures ont échangé leurs réflexions sur l'apport actuel de l'histoire sociale sur l'actualité.

Avant de développer les éléments concrets de notre activité **Thérèse François** qui présentait le rapport a consacré toute une partie de son intervention à la diffusion du livre d'histoire. A partir du succès de sa diffusion (plus de 1 500 livres vendus), un large échange a eu lieu. "En le lisant c'est de l'actualité... si j'avais connu cela avant, j'aurais été plus fort pour convaincre" dit un participant. Donc une somme d'arguments pour débattre sur le présent. Il aide à voir le rapport que nous avons avec l'histoire, à ne pas être désarmés quand elle nous tombe dessus. Le livre montre à la fois ce danger, et les capacités de réaction quand on connaît les luttes anciennes et leurs résultats. On peut dès à présent dire que nous sommes avec la diffusion de notre histoire, en train de faire un bond en avant ! A partir de la vente, des premières lectures, des premières appréciations, le livre devient un outil pour la lutte. Des dispositions ont été prises pour encore mieux préparer en amont avec les syndicats la présentation du livre dans les CED, les congrès, et les assemblées de retraités. **Il est proposé pour cela à tous les lecteurs et lectrices du Relais d'être les ambassadeurs de la diffusion du livre dans leur syndicat.**

Un camarade a rappelé que le livre était celui de la fédération, à ce titre nous aurons à discuter avec la direction fédérale pour qu'il n'y ait aucun relâchement dans sa diffusion et rechercher à partir de là, comment mieux connaître l'état d'esprit des jeunes par rapport à l'histoire sociale.

L'assemblée générale a pris connaissance de l'état de santé de l'IHS qui est très bon (voir les chiffres, ci-après). Le bilan de trésorerie donne un budget en équilibre et la commission de contrôle a donné quitus. Le rapport d'activité et le bilan de trésorerie ont été votés à l'unanimité. Chaque adhérent peut sur sa demande se faire communiquer ces deux rapports. L'assemblée s'est terminée par un apéritif et un repas dont l'ambiance était à la hauteur de nos résultats

## Perspectives de travaux en 2012

– Une brochure de Louis Cardin sur « La coopération en Algérie de la fédération après l'indépendance en 1962 »,

– Le compte rendu du « colloque des receveurs de 2011 à Fournols »,

– Le livre sur « la catégorie des ouvriers d'état » par Raphaël Guibert,

– Un colloque national sur « le métier de facteur » est prévu en mai 2013 à Nantes, une réunion s'est tenue à la mi-novembre. Michel Tacet coordonne cette initiative,

– Hélène Laffait travaille sur « l'histoire de Paris-Archives »,

– Des travaux sont en cours également sur « les lignes » avec François Briand,

– Sur les bureaux gares Robert Gilles anime un collectif qui devrait déboucher sur une « histoire des bureaux gares »,

– Une brochure sur « Jean Pompier résistant et militant CGTU » avant la guerre, attaché au cabinet de Maurice Thorez quant il était ministre de la fonction publique en 1946. Ce travail est réalisé par Madeleine Quéré, Jacques Pompier et Bernard Bouche,

– Une réédition du livre d'Emile Dupuy et Madeleine Quéré sur « les camps d'internement en France et en Afrique du Nord »,

– Alain Gautheron commence ses recherches sur « une biographie de Georges Frischmann »,

– Serge Lotier et Paulette Zaganiacz ont rencontré en janvier 2012 Claude Penetier responsable du « Maitron ». Une circulaire aux secrétaires départementaux est envoyée pour les inviter à nous donner des informations sur des militants et militantes qui ont toute leur place dans le Maitron. Vous aussi vous êtes concernés.

– Et bien sûr nous sortons régulièrement notre revue « Le Relais ».

Dans chaque numéro, outre les articles et études sur l'histoire sociale, vous aurez remarqué qu'il y a entre autres, des comptes rendus de nos participations aux différentes initiatives... Nous le répétons, nous sommes ouverts à toutes propositions d'articles ou de recherche sur notre histoire.

– Toute notre activité, le livre, le Relais, les divers documents et brochures, visent à travailler sur l'histoire sociale et à essayer de la faire partager au plus grand nombre pour des raisons maintes fois développées dans nos réunions.

## La santé de l'IHS

En 2011 nous comptabilisons 619 adhérents, 18 de plus qu'en 2010, à savoir : La fédération, 3 Unions Régionales, 95 Syndicats, 4 sections, 506 individus.

79 adhésions ont été réalisées, un chiffre jamais atteint !

1. 2<sup>e</sup> à partir de la gauche sur la photo



Colette Duynslaeger, secrétaire générale de la fédération et membre du C.A n'a pas pu participer à la réunion à cause d'un chevauchement de dates.

# Il y a 50 ans, l'éditorial du journal de la Fédération Postale CGT - avril 1962

## PERSPECTIVES de la PAIX

- **Satisfaire nos revendications.**
- **Restaurer nos libertés démocratiques et syndicales.**

**L**a guerre d'Algérie est terminée. La paix s'organise lentement malgré les séquelles de sept années de massacres. La paix fera revivre une Algérie libre, quelles que soient les tentatives désespérées des éléments qui couvraient sous le slogan « d'Algérie française », leur vrai visage de fascistes et de criminels.

Enfin, il est permis d'espérer et même d'entrevoir quelques certitudes. Hier, la guerre bouchait, en effet, toute perspective. Elle accumulait les privations, les fardeaux. Elle empoisonnait l'atmosphère avec le spectre du fascisme grandissant qu'elle avait engendré.

Aujourd'hui, il est possible de commencer à restaurer tout ce qui a été saccagé.



**N**OUS pourrons, désormais, mieux travailler à l'allègement du budget militaire qui écrase tous les budgets civils. Nous revendiquerons avec cent fois plus de force le relèvement de notre pouvoir d'achat et la satisfaction de nos principales revendications.

Et nous nous unissons pour l'action nécessaire à la reconquête de toutes les libertés démocratiques et syndicales qui se sont dégradées tout au long de ces années de guerre.



**M**AIS, tout cela ne viendra pas tout seul. Le grand capital au pouvoir renforce ses positions. L'homme de la Banque Rothschild qui devient premier ministre ne s'apprête à faire du « social » que dans les mots. Les banquiers n'ont jamais qu'une orientation : gonfler leurs coffres-forts... Et pour cela, exploiter, surexploiter les travailleurs. les petites gens.

Aussi, jamais plus que dans ces lendemains de guerre, l'unité n'aura été plus impérieusement nécessaire.

Notre Fédération C.G.T., la C.G.T. tout entière y travaillent.

Dans chaque bureau, dans chaque service, travaillons de même et préparons les luttes décisives inévitables, mais cette fois pleinement victorieuses.

G. FRISCHMANN.



### SOLIDARITE AUX PETITS ENFANTS D'ALGERIE

*Cette maman algérienne peut, pour la première fois, sourire à la paix. Ces petits enfants algériens vont grandir en considérant les Français non plus comme des occupants, comme l'ennemi, mais comme des frères, des amis.*

*Mais pour des centaines de milliers, la guerre a ravagé leur maison quand ils en avaient une. Et souvent, le père manquera pour toujours...*

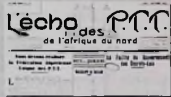
*La C.G.T., pour eux, a édité un timbre de solidarité. Toutes et tous, demandez-le à nos militants et militantes.*

# Notes de lectures

IHS

Louis Cardin

## Histoire de la Fédération CGT des PTT en Algérie



Lorsque l'indépendance est proclamée, le 5 août 1962, au terme de 132 années de colonisation et 7 ans de cette sale guerre, des accords de coopération sont passés entre le gouvernement français et l'exécutif provisoire algérien. Le syndicat UGTA postier demande à la fédération CGT des PTT une aide technique à la reconstruction des Télécoms en Algérie. Des militants, parmi lesquels Louis Cardin<sup>(1)</sup> répondent favorablement à cet appel...

1. L'ihc cgt Ile-de-France (voir le relais n°53) a publié un n° spécial sur la Guerre d'Algérie.
2. UGTA : Union Générale des Travailleurs Algériens.
3. La brochure de Louis Cardin est à commander à l'ihc-Cgt-Fapt au prix de 5 €

**“Le Front national démasqué par l'histoire”**, tel était l'objet de la rencontre-débat de l'ihc confédéral CGT du 19 janvier 2012. Un numéro spécial des Cahiers de cet institut en publie les principaux textes, dont le programme économique et social du FN, qui “prétend parler au peuple avec les mots du peuple. Il ne faut pas se laisser prendre à ce camouflage; il faut le démasquer vigoureusement et de manière argumentée, comme une imposture” écrit Elyane Bressol, présidente de l'ihc. Quant à Bernard Thibault, il a conclu la rencontre en ces termes “Si le syndicalisme apparaît comme le “dernier rempart” face aux mises en cause, aux reculs sociaux, il apparaît aussi comme l'une des principales forces pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie. La CGT a toujours tenu sa place sur ce terrain. Elle ne se dérobera pas.”

Ce cahier de l'ihc est un outil indispensable. Son prix 7 €, à commander à ihc - cgt, 263 rue de Paris 93514 Montreuil cedex.

## L'Histoire de la Fédération CGT des PTT en Algérie

Le 50<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Évian est l'occasion de revenir sur la guerre d'Algérie. Dossiers, brochures, livres de différentes tendances sont pléthoriques. Ce qui manque, c'est une nouvelle fois l'histoire sociale<sup>(1)</sup>. Pourtant pendant la guerre, le syndicalisme ancré dans le passé colonial n'est pas resté en dehors du conflit. En prenant pour exemple la fédération CGT des PTT, Louis Cardin nous donne un éclairage riche d'enseignements sur le syndicalisme à la fois Français et Algérien avant, pendant et après la Guerre.

Louis Cardin Inspecteur technique, en 1965, coopérant en Algérie, nous livre ses 6 années de recherches, qui lui ont permis de retracer l'histoire du syndicalisme en Algérie. Pendant la période coloniale, comment était organisé les PTT dans ce « département français » ? Qui étaient les postiers, leurs conditions de travail, leurs revendications, leurs luttes ? Quelle expérience ont-ils eu du syndicalisme, avec quelle singularité avant la création l'UGTA<sup>(2)</sup> en 1956 ?

Pendant la guerre d'indépendance les militants algériens sont conduits à la clandestinité, arrêtés et déportés dans des camps, torturés, nombre d'entre eux laisseront leur vie. Dans le même temps, en métropole la fédération, la CGT se battent pour la paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des militants de la CGT y trouvent aussi la mort.

Lorsque l'indépendance est proclamée, le 5 août 1962, au terme de 132 années de colonisation et 7 ans de cette sale guerre, des accords de

L'institut régional d'histoire sociale CGT de Rhône-Alpes organise une conférence débat, le 20 juin, à la Bourse du Travail de Lyon, sur le thème :

« Le syndicalisme CGT et son apport au syndicalisme algérien durant la guerre d'Algérie »

Louis Cardin présentera ses travaux comme une contribution de notre IHS au débat.

MAI 2012 - P 4

## Cahiers de l'histoire sociale



## Le Front national démasqué par l'histoire

IHS

Bernard BOLLICHE  
Jacques POMPIER  
Madeleine QUÉRÉ GATINEL



Jean Pompier  
Un homme engagé

## Jean POMPIER (1910-1962) est

nommé surnuméraire à Paris Bourse en 1929, puis à Tulle RP. Sa vie sera jalonnée de dates et événements majeurs, dont il sera un acteur engagé. Son adhésion est simultanée à la CGTU et au Parti Communiste. Très vite il s'engage dans la Résistance en Corrèze au Front National et rejoint les maquis FTPF. Il sera actif dans le Comité départemental d'action payenne, puis membre de l'organisation du Noyautage des Administrations Publiques. Le lieutenant “LUC” participe aux batailles de libération des villes de Tulle et Egletons. Il est nommé

au grade de commandant FFI, décoré de la Croix de guerre avec étoile de vermeil et fait Chevalier de la légion d'honneur. Jean Pompier devient attaché du préfet Chaintron à Limoges en 1945, puis chargé de mission au cabinet du ministre Maurice Thorez en 1946. L'année suivante, il réintègre les PTT comme inspecteur à Périgueux et continue son militantisme au sein du PC et à la CGT.

Cette brochure retrace l'engagement de toute une vie de cet homme d'exception.

A commander à l'ihc-cgt-fapt au prix de 5 €



## LA GRANGE AUX BELLES Maison des Syndicats 1906-1989 : Un haut lieu de l'affirmation du syndicalisme

« Dans le nord-est parisien, entre canal Saint-Martin et Belleville, “La Grange-aux-Belles” aujourd'hui disparue, était un lieu familier et emblématique pour plusieurs générations de militants syndicaux.

Propriété de la Maison des syndicats, société anonyme constituée en 1913 par la CGT pour pallier les insuffisances de la Bourse du travail de Paris, elle abritait une vie syndicale, culturelle et une sociabilité qui se voulaient porteuses de lutte, d'unité, de solidarité et d'avenir.

Son histoire, à la croisée de l'histoire ouvrière et syndicale et de l'histoire urbaine, plonge le lecteur au cœur de quartiers longtemps industriels et populaires de Paris et éclaire, à partir d'une histoire sensible, huit décennies d'histoire du syndicalisme de Paris, de la Seine et de l'Ile-de-France. » peut-on lire en 4<sup>e</sup> de couverture de l'ouvrage que signent ensemble l'historienne Danielle Tartakowsky et le syndicaliste Joël Biard.

Dans une présentation qui rend sa lecture aisée, comprenant de nombreuses illustrations, cet ouvrage plaira dans notre secteur professionnel dont il évoque aussi l'histoire.

En effet, le syndicat des PTT fut, après la CGT, un des premiers syndicats à s'installer à la Grange aux Belles et la Fédération Nationale des PTT, adhérente à la CGT, y tint son premier congrès les 28,29 et 30 août 1919.

Ce livre est à commander à ihc-cgt Ile-de-France, 93514 Montreuil cedex, au prix de 20 €